

« La possession de l'Alsace-Lorraine est une question vitale pour l'Allemagne (1). » Sur ce terrain, l'unanimité est si parfaite parmi les Allemands que les socialistes-marxistes eux-mêmes ont déclaré en 1893, à Mulhouse et à Berlin, par l'entremise de leurs chefs, MM. Bebel et Liebknecht, qu'ils étaient prêts à prendre les armes pour maintenir l'Alsace-Lorraine sous la domination allemande. Il est donc permis d'affirmer que jamais l'opinion allemande n'a été moins disposée qu'aujourd'hui à rendre un pouce du territoire acquis en 1871.

Le gouvernement de Berlin partage absolument ce sentiment. Il vient d'en donner une preuve convaincante. S'il envisageait dans un but politique quelconque la nécessité de rétrocéder à la France au moins une partie du *Reichsland*, cette partie serait évidemment constituée par la région de Metz. Or, c'est précisément là que, depuis trois années, l'empereur allemand accumule les fortifications. Le 1^{er} mars 1900, en inaugurant les travaux du fort du mont Saint-Blaise, Guillaume II a dit : « Je te baptise fort Haeseler. Tu seras appelé à défendre les conquêtes de l'Allemagne contre les ennemis de l'ouest. » Il y a là, on en conviendra, un ensemble de faits et de paroles importantes qui interdit à tout homme réfléchi de se bercer du rêve, sans doute séduisant, d'une transaction sur la question d'Alsace-Lorraine.

Persisterait-on d'ailleurs à la croire possible, qu'un Français ne saurait trouver en Autriche les éléments d'un échange. Il existe un obstacle d'ordre moral qui interdit à tout gouvernement républicain, même de discuter cette hypothèse.

On a vu plus haut que l'Allemagne ne saurait s'étendre jusqu'à Trieste sans contraindre, par un régime de fer, 6,000,000 de Tchèques et 1,350,000 Slovènes.

Or, la France a toujours défendu les droits des peuples ;

(1) *Alldeutsche Blätter*, p. 39, 1899.